

Cent vingt-cinquième année

LIBERTÉ ET PATRIE

RÉDACTION  
ADMINISTRATION  
BUREAU D'ABONNEMENTS  
Rue Pépinet, 3.On s'abonne dans tous les bureaux de poste.  
Compte de chèques postaux II. 2.  
Les abonnements partent  
du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

## PRIX D'ABONNEMENT

Suisse ..... Fr. 28 — 16 — 8 50 8:  
Etranger (argenuisse) 40 — 20 50 10 50 4 —  
(Abonnements pris à la poste : 20 cent. en plus.)  
Fr. du numéro. Suisse 10 cent. — Etranger 15 cent.Gazette de Lausanne  
ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1798

Lausanne, 6 février

## BULLETIN POLITIQUE

LES DEUX CONCLAVES  
ROMAINS

Au moment où l'on annonça que M. Bonomi était démissionnaire, le socialiste Turati s'écria : « Rome est maintenant le siège de deux concaves ». C'était vrai, mais les deux concaves n'avaient pas la même importance.

Il est possible, au surplus, que la mort de Benoît XV et les polémiques d'ordre purement italien qui s'ensuivirent n'aient pas été étrangères à la crise ministérielle. On accusait M. Bonomi, dans les partis de gauche, de se montrer trop favorable au centre catholique ou parti populaire. Or les partis de gauche se sont groupés depuis quelque temps sous le nom de « démocrates ». Mécontents de M. Bonomi et de ses concessions aux populaires, sous l'empire, aussi, d'une certaine nervosité provoquée par la réunion du concile, ils ont brusquement retiré au chef du gouvernement leur confiance. D'où sa retraite forcée.

Le nouveau gouvernement n'aura pas une tâche facile. La politique intérieure et la politique extérieure mettront son savoir-faire à une rude épreuve. Est-ce au souverain pontife de demain qu'est réservée le soin de reconcilier définitivement la papauté et la nation italienne, le Vatican et le Quirinal ? Depuis Pie IX à nos jours, les rapports entre l'Italie et le Vatican n'ont cessé de s'améliorer. Il n'est pas à prévoir qu'ils puissent empirer sous le nouveau pape. Une discussion instructive s'est déroulée dans la presse italienne sur la question de savoir quelle sorte de pape servirait le mieux les vrais intérêts italiens : un pape intransigeant ou un pape conciliant ? Les journaux du parti populaire ne cachent pas leurs sympathies pour le pape défunt ; ses idées et ses tendances en politique italienne, mais les partisans de l'intransigeance vaticane ont vivement répondu. Un prélat de l'en-tourage de Mgr Merry del Val a déclaré à un représentant de la *Tribuna* : « Nous autres intransigeants on nous accuse aujourd'hui d'être hostiles à l'Italie. Manœuvre commode, mais malhonnête. Nous luttons pour l'Eglise dont la liberté et la dignité exigent qu'elle ne soit pas et même ne paraîsse pas compromise par des combinaisons politiques de partis et de tendances. » L'ami de Mgr Merry del Val tient, comme on voit, pour la distinction entre *politiciants* et *zelanti*. Il a l'air de croire que ceux-ci, comme leur nom le ferait croire, sont moins préoccupés de politique que les autres ; malheureusement les faits sont là pour infirmer quelque peu cette thèse. On veut, du reste, espérer que la violence des discussions déchaînées autour de l'œuvre accomplie par Benoît XV et de l'œuvre qu'il accomplit son successeur ne sont point le prélude d'un renouveau de luttes confessionnelles en Italie. Elles ont coûté très cher au prestige français. L'Italie n'a rien à gagner à recommander pour son compte cette pénible expérience.

Les problèmes les plus graves qui se posent aujourd'hui à l'Italie sont moins, d'ailleurs, les problèmes religieux que les politiques. Bien que la situation à l'intérieur se soit améliorée, elle n'a pas encore complètement retrouvé sa stabilité. Nous sommes de ceux qui n'ont jamais cru aux succès du bolchévisme en Italie. L'événement nous a donné raison. A l'étoffement propice du léninisme les fascistes ont énergiquement, comme on sait, collaboré. Ils ont même exagéré pendant quelque mois leur répression systématique. Aujourd'hui, le fascisme, à son tour, est sur le déclin. Il décline parce que sa raison d'être lui échappe, ce qui est fort heureux.

Pour ce qui est de la politique extérieure, le successeur de M. Bonomi suivra sans doute une ligne très semblable à celle que l'Italie a suivie jusqu'ici. En politique orientale les intérêts des Italiens concordent plutôt avec ceux des Français qu'avec ceux des Anglais. L'Italie en Orient est plutôt turcophile comme la France que philhellène comme la Grande-Bretagne, mais, d'une façon générale, l'Italie ne s'en tient pas moins aux côtés de l'Angleterre. Dans la plupart des cas elle a même appuyé la thèse anglaise contre la thèse française. L'arrivée au pouvoir de M. Poincaré, qui n'est pas très aimé des Italiens, était de nature à renforcer ce sentiment de défiance à l'égard de la politique française qui n'est pas moins apparent en Italie qu'en Grande-Bretagne. Il faut pourtant espérer que le nouveau gouvernement italien et le nouveau gouvernement français réussiront à faire durer leur coopération.

ront à marcher d'accord. On accuse parfois l'Italie de faire bon marché de l'Entente et de songer à s'en évader. C'est absurde ; mais il faut que l'Angleterre et la France, de leur côté, fassent le nécessaire pour retenir l'Italie. Ce n'est pas la mer Adriatique à boire...

Le fait que la France vient de communiquer aux gouvernements alliés une note manifestant son ferme dessein de prendre part à la Conférence de Gênes a produit bonne impression en Italie. L'Italie tient énormément à la Conférence de Gênes parce qu'elle aura lieu à Gênes et parce que c'est une conférence internationale. Puisse l'Entente en sortir fortifiée ! Cela nous paraît au moins aussi utile à la paix qu'un baiser Lamourette de tous les plénipotentiaires assemblés sur le front sanglant de M. Lenine.

Maurice MURET.

## Lettre d'Allemagne

Berlin, 29 janvier.

La presse allemande, inspirée par certaines autorités, a montré ces jours-ci une violente agitation contre les correspondants français à Berlin et plus particulièrement contre moi-même. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que dans la distribution des injures les journaux d'outre-Rhin n'ont jamais été très parcimonieux. Vous savez aussi avec quelle grâce ils manient la polémique et avec quelle facilité ils font glisser une discussion politique dans le domaine personnel. Je suis désolé de m'être attiré l'antipathie des journaux berlinois et celle de leurs inspirateurs ; je suis surtout d'avoir été entraîné dans la boue par des feuilles de second plan comme la *Gazette de Huit Heures*. Mais je me réjouis d'avoir provoqué la retentissante fureur du rédacteur en chef du *Berliner Tageblatt*, M. Théodore Wolff, et celle de la *Gazette générale d'Allemagne*, de laquelle on ne sait toujours pas si elle parle au nom de M. Stinnes ou en celui du gouvernement du Reich. Car le contrat que li e cet organe au gouvernement n'a toujours pas été annulé. Cette incertitude laisse d'ailleurs aux deux parties contractantes une plus grande liberté d'action. La presse berlinoise est donc partie en guerre contre ma personne. Pendant 48 heures on a parlé de moi dans ce pays tout comme si j'avais voulu, à moi seul, ruiner moralement et matériellement toutes les Allemagnes. Le Ciel me rendra cette grâce que cela n'a jamais été dans mes intentions, ni d'ailleurs dans celles de la *Gazette de Lausanne* qui a publié mes articles. Les feuilles allemandes se sont servies pour entretenir leur agitation d'extraits d'articles ou de dépêches publiés par moi dans la *Gazette* ou dans le *Journal*, de Paris. Ils ont surtout déversé leur fiel sur l'article que je vous avais envoyé le 31 octobre dernier et dans lequel je malmenais, un peu trop peut-être, les démocrates, mais où je chantais les louanges de la coalition gouvernementale des socialistes et des centristes. Ces louanges, on les a laissées soigneusement de côté pour ne reproduire que les attaques ! Je laisse à mes confrères le soin de caractériser eux-mêmes pareils procédés.

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que dans ce cas particulier il faille faire preuve de suspicion. Georg Bernhard, qui est certainement un des politiciens et un des économistes les plus importants et les plus estimés de son pays, a dit ce matin dans son journal que de toute évidence le cabinet n'avait pas fixé lui-même le chiffre de sa capacité de paiement pour éviter que les nationalistes se servent de la proposition qu'il aurait pu faire comme d'un moyen d'agitation contre lui. « Même la plus petite somme, dit-il, leur aurait encore paru de trop. » C'est exact. Néanmoins nous persistons à croire qu'il eût été plus sage, du point de vue de la politique extérieure, d'écartier franchement cette perspective d'agitation nationaliste pour aller droit au but. Car, en admettant que les Alliés fixent eux-mêmes cette somme et la communiquent à l'Allemagne sous une forme, sinon d'ultimatum, du moins décisive, la situation du cabinet n'en deviendra pas plus aisée, au contraire. Il est donc probable que par l'intermédiaire de la Commission des réparations, de la Kriegslasten Commission et du Comité de garantie, des négociations commenceront bientôt entre l'Entente et l'Allemagne. Tout indique même que cette question fera l'objet aussi des délibérations que lord Curzon doit avoir cette semaine à Paris avec M. Poincaré.

Le document allemand dit encore que sans crédit étranger l'Allemagne ne pourra jamais se relever suffisamment pour acquitter ses dettes et que ce crédit ne lui sera jamais consenti aussi longtemps que les réparations qui lui ont été imposées n'auront pas été ramenées à des proportions raisonnables. C'est poser nettement le problème d'une révision fondamentale des réparations et d'une réduction de la dette germanique. On espère d'ailleurs à Berlin que ce problème sera posé dans toute son ampleur devant la Conférence de Gênes ou, à défaut, devant une autre grande conférence européenne. Qu'en diront les dirigeants alliés ?

La réponse allemande a donc été remise à la Commission des réparations. On en connaît le texte. Le rédacteur en chef de la *Vossische Zeitung*, Georg Bernhard, a écrit ce matin même que beaucoup de points de ce document supporteraient aisément la critique. C'est aussi notre avis. Cependant n'est pas parfait, et comme le gouvernement impérial doit tenir compte dans toutes ses manifestations d'une situation intérieure qui ne lui permet pas toujours de manœuvrer comme il l'entend, il faut se montrer bon prince.

On aura vu que, dans certains cas, le cabinet berlinois s'est montré très optimiste. Par exemple, lorsqu'il évalue qu'il lui sera possible, avec le rendement des nouveaux impôts et celui de l'emprunt obligatoire, non seulement d'équilibrer le budget mais d'avoir un important excédent de recettes. Au risque d'être encore traité d'excitatrice et

de menteur, je dirai que je me méfie de ces évaluations. Non pas que je veuille émettre le moindre doute sur la sincérité des intentions et des calculs du chancelier et de ses collaborateurs, mais bien parce que jusqu'ici le rendement des impôts a toujours été inférieur aux espérances de ceux qui les avaient créées. Il convient donc d'attendre encore un peu avant d'épouser l'optimisme des meilleurs gouvernementaux de Berlin.

Au risque aussi de m'entendre reprocher que je fais acte de contrition, je soulignerai qu'il y a dans le document berlinois des signes manifestes d'une heureuse évolution. Evidemment, il y a quelque chose de changé depuis que MM. Fehrenbach et Simons ont disparu du théâtre politique au profit de Wirth et de Rathenau. Il y a moins de faux-fuyants et plus de loyauté dans les documents teutons. Cependant, on regrettera que le gouvernement n'ait pu se décider à faire aux Alliés des propositions plus concrètes. On nous dit bien tout ce qui a été fait pour rétablir l'équilibre du budget, pour assainir la situation financière, pour procurer à l'Etat des recettes nouvelles, pour arrêter l'émission des billets, pour assurer la perception rigoureuse des impôts et empêcher l'exode des capitaux. Mais l'Allemagne, et celle constituée à mon sens une grave erreur psychologique et politique, ne nous dit pas combien elle est disposée à payer. On a prétendu, vendredi, dans les milieux bien informés, que le Reich estimait lui-même qu'il lui serait difficile de payer cette année plus de 500 millions en espèces. Cette information semble être confirmée par le texte même du document impérial qui laisse entendre que les 720 millions prévus à la Conférence de Cannes grèveraient trop lourdement le budget. L'Allemagne espère que des négociations auront lieu bientôt entre elle et les Alliés pour fixer cette somme. C'est fort bien. Mais on nous permettra de dire que si elle avait elle-même déterminé le maximum de sa capacité de paiement, elle aurait agi intelligemment, tandis qu'aujourd'hui le champ reste ouvert à toutes les hypothèses, même les plus malveillantes.

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que dans ce cas particulier il faille faire preuve de suspicion. Georg Bernhard, qui est certainement un des politiciens et un des économistes les plus importants et les plus estimés de son pays, a dit ce matin dans son journal que de toute évidence le cabinet n'avait pas fixé lui-même le chiffre de sa capacité de paiement pour éviter que les nationalistes se servent de la proposition qu'il aurait pu faire comme d'un moyen d'agitation contre lui. « Même la plus petite somme, dit-il, leur aurait encore paru de trop. » C'est exact. Néanmoins nous persistons à croire qu'il eût été plus sage, du point de vue de la politique extérieure, d'écartier franchement cette perspective d'agitation nationaliste pour aller droit au but. Car, en admettant que les Alliés fixent eux-mêmes cette somme et la communiquent à l'Allemagne sous une forme, sinon d'ultimatum, du moins décisive, la situation du cabinet n'en deviendra pas plus aisée, au contraire. Il est donc probable que par l'intermédiaire de la Commission des réparations, de la Kriegslasten Commission et du Comité de garantie, des négociations commenceront bientôt entre l'Entente et l'Allemagne. Tout indique même que cette question fera l'objet aussi des délibérations que lord Curzon doit avoir cette semaine à Paris avec M. Poincaré.

Le document allemand dit encore que sans crédit étranger l'Allemagne ne pourra jamais se relever suffisamment pour acquitter ses dettes et que ce crédit ne lui sera jamais consenti aussi longtemps que les réparations qui lui ont été imposées n'auront pas été ramenées à des proportions raisonnables. C'est poser nettement le problème d'une révision fondamentale des réparations et d'une réduction de la dette germanique. On espère d'ailleurs à Berlin que ce problème sera posé dans toute son ampleur devant la Conférence de Gênes ou, à défaut, devant une autre grande conférence européenne. Qu'en diront les dirigeants alliés ?

Le compromis fiscal auquel ont collaboré les démocrates aussi bien que les populistes et les deux partis gouvernementaux, les socialistes et les centristes, a remis en évidence la question d'une grande coalition englobant ces quatre partis. Des tractations ont déjà eu lieu dans cet ordre d'idées entre les fractions et le chancelier, et de suite on s'est rendu compte que les appétits des populistes étaient beaucoup plus considérables que leur importance politique. C'est ainsi qu'ils exigent que les ministères des finances, de l'économie publique et des chemins de fer soient confiés à des « techniciens », c'est-à-dire à

des gens qui seraient certainement de leur bord. Ce serait donc la disparition du ministre des chemins de fer Groener, celle du ministre de l'économie publique le socialiste Robert Schmidt, et aussi celle du catholique Hermès qui gère les finances par intérim. Ce dernier doit d'ailleurs partir bientôt pour Washington en qualité d'ambassadeur. De plus ils sont hostiles à la nomination de Walter Rathenau comme ministre des affaires étrangères. Cette intransigeance et cette soif de pouvoir ont ému les socialistes, qui considèrent qu'y satisfaire serait payer trop cher la collaboration du parti de MM. Stresemann et Stinnes. C'est pourquoi le bruit court dans les milieux de gauche que le compromis fiscal serait de nouveau « compromis » et que la crise ministérielle que l'on croyait écartere pourrait bien éclater tout de même. Des négociations plus sérieuses commenceront entre les partis, le 3 ou le 4 février. Si elles échouent, c'est non seulement le compromis fiscal qui s'effondre, mais aussi le programme allemand des réparations qui s'écroule par sa base.

Georges BLUN.

Cependant, la loyauté du tsar éclate dans son ordre du jour d'adieu à l'armée, après l'abdication ; touchant manifeste que le gouvernement provisoire intercepta. En voici la teneur :

Mes soldats bien aimés !

C'est pour la dernière fois que je m'adresse à vous. Après mon abdication pour moi et pour mon fils, au trône de la Russie, le pouvoir est transféré au Gouvernement Provisoire issu de l'initiative de la Douma. Puisse Dieu les aider à conduire la Russie vers la gloire et la prospérité ! Puisse-t-il vous aider, soldats vaillants, à défendre fermement le sol natal, contre l'ennemi détesté. Depuis deux ans et demi, vous avez journalement enduré les peines du service en campagne. Après tant de sang versé, après tant d'efforts, l'heure approche où la Russie et ses braves Alliés briseront la dernière résistance de l'ennemi. Cette guerre sans pareille doit être menée jusqu'à la victoire complète. Celui qui cherche une paix immédiate vend sa patrie, c'est un traitre ! Je sais que tous les honnêtes soldats pensent ainsi. Accomplissez votre devoir, défendez vaillamment notre pays, soumettez-vous au Gouvernement provisoire, obéissez à vos officiers, car le moins relâchement de ce qui est fait pour l'amour sans bornes, la discipline donne un avantage à l'ennemi. Que nous inspire notre chère et grande patrie, ne s'est pas éteint dans vos coeurs. Que Dieu vous garde !

NICOLAS  
contre signé : Général ALEXIEF,  
chef d'état-major.

Ce message est trop beau pour qu'on en retranche un mot !

Cinq jours après l'abdication, le 20 mars 1917, Alexandra fut mise en état d'arrestation par le général Kornilov ; deux jours après, le tsar la rejoignit à Tsarskoïe Selo, où la famille séjournait 5 mois. Et la presse révolutionnaire ne cessait de crier : « Trahison ! Trahison ! » Après M. Pierre Gilliard, un Anglais nous fait aujourd'hui le récit exact du martyre de la famille impériale. M. Robert Wilton, l'auteur du mémoire que nous allons étudier, se conduisit en héros en 1916, lors d'une offensive russe, et cependant, il n'assista pas au combat que comme correspondant de guerre du *Times* ! Son enquête approfondie sur la fin des Romanoff est concluante : les dépositions mêmes des témoins et des assassins, les interrogatoires, les vues photographiques donnent à son livre une autorité exceptionnelle. Résumons-le brièvement.

Les Allemands ont implanté le bolchévisme en Russie pour anéantir sa force combattante. Le résultat obtenu : signature du traité de Brest-Litovsk et déchéance de Nicolas II, il trembla devant la propagande anarchiste de leurs protégés. En ce moment-là Guillaume conquit l'idée d'un rétablissement de l'ancien régime, et il fallait un combat pour empêcher de faire de l'ancien régime. Des soldats même du palais, crièrent aux membres de la famille impériale emprisonnée : « Vous êtes des vendus !

Un jour un incident pénible eut lieu en présence de plusieurs personnes :

Nicolas attendait, selon son habitude, servir la main à l'officier qui prenait la garde. Celui-ci refusa la main tendue. Alors les larmes aux yeux, mettant ses deux mains sur ses épaules, il se condamna ainsi à mort, lui et sa famille. Cependant, comme la grande masse du peuple lui gardait son affection, il s'agissait avant tout, de ruiner cette affection ; alors se déchaîna la campagne de mensonges et de calomnies qui dure encore. Quant aux bolcheviks, ils firent massacrer toute la famille impériale, ce fut par crainte d'un revirement dans le sentiment des foules ; en outre, la garder prisonnière, était fort dangereuse : une évasion pouvait déjouer leurs plans.

Nicolas ne comprenait pas encore l'effroyable travail qui s'était fait contre lui dans les esprits : il vivait dans un monde irréel. Les Allemands, eux, savaient à quoi s'en tenir, mais la propagande infâme pénétrait partout, corrompait tout. Cependant on eut beau fouiller toutes les lettres, toutes les archives, jamais on ne découvrit le moindre acte suspect ; Kerensky, dont les farblesses envers les bolcheviks furent si funestes à sa patrie déclara solennellement après l'enquête : « Le tsar est pur ! » Pour un ministre révolutionnaire, ce geste exigeait un grand courage.

Mais qu'importait la vérité ? Tsarskoïe Selo sembla bientôt trop voisin de la capitale ; Nicolas et sa famille, après quelques mois passés à Tobolsk, où ils vécurent misérablement, furent internés par ordre du Soviet de Moscou, à Ekaterinbourg, sur l'Oural. Ici, nourriture infecte, séquestration rigoureuse. « Pendant les repas, dit Robert Wilton, la chambre était constamment envahie par les gardes. Ils s'asseyaient à la table de la famille impériale, puisaient de leurs doigts sales dans les plats, bousculaient le tsar et la tsarine... Ivres, débraillés, ces hommes trouvaient un véritable plaisir à torturer les pauvres prisonniers, chantant à tue-tête des chansons révolutionnaires, se tenant à l'entrée des water-closets, hurlant des mots obscènes, aussist que les princesses s'y rendaient... »

Les prisonniers rivalisaient de douleur, de simplicité, de piété. Ils y ga-

(2) Le 14 mai 1918, en réponse à un grand journal français, qui accusait Nicolas II de traitrise, j'ai publié dans le *Journal de Genève* un article sous le titre : *Nicolas II a-t-il voulu trahir la France ?* et où les documents en mains, j'ai démontré la loyauté absolue du tsar envers tous les alliés, la France en particulier.

S. P.

(3) Kerensky fut toujours correct et bienveillant envers le tsar et sa famille et leur accorda tout ce qu'il fit en son pouvoir d'accorder. Au départ de la famille pour la Sibérie, il ordonna aux soldats de l'escorte : « Conduisez vous en hommes. Celui qui est confié à vos soins mérite des égards ». (Voir mon livre : *De Nicolas II à Léningrad*, p. 81-92). S. P.

La cause des femmes semble avancer

avaient fait la dépense de travail, de temps, d'argent que nécessitaient leurs études. Leur brevet en poche, elles se voyaient bien assurées d'exercer en paix leur profession. C'est contre tout droit et toute justice qu'on les renvoie.

On dit : l'institutrice qui se marie n'a plus besoin de gagner sa vie, son mari se charge de ce soin...

— A ce compte-là, aucune femme mariage ne pourrait avoir un métier ? On oublie les ménages à l'étroit ou le gain de la femme apporte l'appoint indispensable. Qu'on laisse donc chacune juge de sa propre situation.

La loi permet aux veuves et aux divorcées de reprendre un poste, mais avec un traitement réduit. C'est donc « qu'à celle qui n'a pas, on ôtera même ce qu'elle a »...

## CONFÉDÉRATION SUISSE

**DOUANES.** — Les recettes douanières pour le mois de janvier ont atteint un montant de 12.260.236 fr. contre fr. 7.414.206 de la même période de l'an passé.

**SIMPSON.** — Les travaux pour la construction de la double voie sur le parcours italien de la ligne du Simplon, exploitée par les chemins de fer fédéraux, sont activement poursuivis. Après le tronçon Domodossola-Preglia, inauguré le 20 novembre, voici que celui de Preglia à Varzo vient déjà d'être mis en exploitation.

### Des économies !

La réorganisation administrative dans le canton de Berne, sur la base de la loi du 4 décembre 1921, est sérieusement étudiée et sera menée avec énergie.

Le projet de décret qui vient d'être soumis au préavis des autorités préconseillées prévoit la suppression des préfets dans 21 districts, ni plus ni moins que les deux tiers !

On sont ceux d'Aarwangen, Aarberg, Buren, Cetler, Fraubrunnen, Franches-Montagnes, Frutigen, Konofingen, Lauen, Laupen, Neuveville, Nidau, Obershasle, Seftigen, Haut et Bas Simmental, Saanen, Schwarzenburg, Signau, Trachselwald et Wangen.

Les présidents des tribunaux de ces districts devront assumer les fonctions de préfets et recevront en compensation de ce surcroît de travail un traitement supplémentaire.

Fr. M.-B.

## France-Allemagne

### RÉCIPROCITÉ DEMANDÉE

Berlin, 5 février.

La Société des journalistes parlementaires de Berlin a télégraphié à la Société des journalistes parisiens et au président de la Chambre française des députés une résolution par laquelle elle exprime son étonnement que les représentants de la presse allemande ne soient pas autorisés à assister aux séances de la Chambre française. Le télégramme fait remarquer que les correspondants de journaux français jouissent au Parlement allemand des mêmes droits que leurs collègues allemands et considèrent que la réciprocité s'impose.

## Allemagne

### LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Fribourg, 5 février.

Les cheminots du district de Bade sont entrés en grève la nuit dernière à minuit. Le trafic est complètement arrêté. Des volontaires ont été appelés.

Berlin, 5 février.

Des affiches invitent les grévistes à reprendre le travail. Tous ceux qui ne répondront pas à cet appel seront révoqués.

Le nommé Schärtschwerdt, mécanicien, un des principaux chefs du syndicat, ainsi qu'un certain nombre d'autres chefs ont été licenciés.

A la suite de la grève des usines municipales, l'eau, la lumière et les services électriques ont été arrêtés dimanche matin.

Des trains circulent de Berlin à Hambourg, Stettin, Kustrin, Leipzig et Halle.

### CONTRETEMPS

Berlin, 5 février.

(Wolff.) Même si la grève des cheminots n'avait pas empêché leur départ, les délégués allemands à la conférence sociale internationale à Paris n'auraient pu y rendre, le gouvernement français n'ayant pas encore accordé aux dits délégués la permission d'entrer en France.

## Aux secours des enfants russes

L'Union internationale de secours aux enfants vient de recevoir de Mme Suzanne Ferrière, secrétaire général adjointe de l'Union et déléguée en mission spéciale d'inspection en Russie, des nouvelles sur l'action de secours aux enfants à Saratov :

Les cuisines des différents comités affiliés à l'U. I. S. E. — cuisines britanniques, irlandaises, françaises, suisses romandes, hollandaises, luxembourgeoises, suédoises, norvégiennes, danoises et bulgares — fonctionnent bien dans d'excellentes conditions ; mais les secours sont absolument insuffisants, les besoins étant énormes.

Il est nécessaire de doubler les stocks dès maintenant, avant le dégel de mars qui interrompra les communications.

L'U. I. S. E. et ses comités affiliés ont entrepris de nourrir 250.000 enfants à Saratov, sous la direction du Haut Commissaire Dr Nansen. Un shilling (1 fr. 10) suffit à nourrir un enfant pendant une semaine. Les dons peuvent être adressés au siège de l'U. I. S. E., 4, rue Massot, Genève, compte de chèques postaux 1.2051 et au Mouvement de la Jeunesse romande, 12, place de la Cathédrale, Lausanne, compte de chèques postaux II.2083.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

**DOUANES.** — Les recettes douanières pour le mois de janvier ont atteint un montant de 12.260.236 fr. contre fr. 7.414.206 de la même période de l'an passé.

**SIMPSON.** — Les travaux pour la construction de la double voie sur le parcours italien de la ligne du Simplon, exploitée par les chemins de fer fédéraux, sont activement poursuivis. Après le tronçon Domodossola-Preglia, inauguré le 20 novembre, voici que celui de Preglia à Varzo vient déjà d'être mis en exploitation.

### Des économies !

La réorganisation administrative dans le canton de Berne, sur la base de la loi du 4 décembre 1921, est sérieusement étudiée et sera menée avec énergie.

Le projet de décret qui vient d'être soumis au préavis des autorités préconseillées prévoit la suppression des préfets dans 21 districts, ni plus ni moins que les deux tiers !

On sont ceux d'Aarwangen, Aarberg, Buren, Cetler, Fraubrunnen, Franches-Montagnes, Frutigen, Konofingen, Lauen, Laupen, Neuveville, Nidau, Obershasle, Seftigen, Haut et Bas Simmental, Saanen, Schwarzenburg, Signau, Trachselwald et Wangen.

Les présidents des tribunaux de ces districts devront assumer les fonctions de préfets et recevront en compensation de ce surcroît de travail un traitement supplémentaire.

Fr. M.-B.

## Le Porrentruy-Bonfol

Berne, 4 février.

Des pourparlers sont en cours entre le gouvernement bernois et les communes intéressées au sujet de l'assainissement financier de la ligne Porrentruy-Bonfol, dont l'exploitation est suspendue depuis le 1er janvier. M. Bridel, directeur de la Compagnie de l'Oberland bernois, a été chargé de procéder à une expertise aux fins de savoir de quelle façon l'exploitation pourrait être reprise et comment des économies pourraient être réalisées. Le Conseil d'Etat a décidé d'adresser aux communes une lettre mentionnant les conditions de l'assainissement financier de cette entreprise.

## LES GRANDS CONSEILS

Genève, 4 février.

Dans sa séance de samedi après-midi, le Grand Conseil a abordé la discussion du projet de loi sur la concurrence déloyale. Les liquidations générales devraient être limitées à 6 mois, avec faculté pour le Département du commerce et de l'industrie d'accorder des périodes nouvelles.

M. Nicla a interpellé le Conseil d'Etat sur la question des zones. Il y aura lieu à son avis de soumettre au Grand Conseil l'arrêté législatif au sujet de la ratification de la convention du 7 août 1921, de façon qu'on sache à Berne quelle est l'opinion du corps législatif genevois. Il s'agit d'établir les responsabilités et d'claircir la question de l'article 435 du traité de paix.

Le Conseil d'Etat répondra dans une prochaine séance.

Un député a annoncé le dépôt d'un projet de loi réglementant la vente des valeurs à lots.

### Une rectification

On manque de Genève au *Times* :

« Dans un récent article sur la mainmise de l'Allemagne sur l'industrie suisse, on a dit que celle-ci tendait à être absorbée par les syndicats allemands dit « Holding ».

» Cela est vrai dans plusieurs cas ; mais d'après des informations ultérieures et plus exactes en ce qui concerne la firme Suizer et Cie, à Winterthour, on apprend que son capital est en des mains suisses et qu'elle a créé en plusieurs pays des succursales dans lesquelles de l'argent suisse est investi. »

La rédaction du *Times* fait suivre cette rectification de la note suivante :

« Relativement à ce qui précéde, nous apprenons que la firme de MM. Sulzer et Cie est et a toujours été suisse et s'est toujours maintenu entièrement libre et indépendante de toute influence étrangère quelle qu'elle fut. La maison a été fondée en 1834 par les frères Jacob et Salomon Sulzer, tous deux citoyens suisses ; elle fut, en 1913, transformée en une société anonyme suisse, et les descendants directs des fondateurs, comme eux citoyens suisses, continuent aujourd'hui encore à diriger les affaires de la société. »

## NOUVELLES DES CANTONS

ZURICH. — M. Paul Souday, l'éminent critique du *Temps*, est attendu à Zurich lundi soir, sous les auspices du cercle littéraire Hottinguer. Il parlera à la Tonhalle des tendances actuelles de la littérature française. Mardi soir, à l'aula de l'école Hirschgraben, il fera une conférence à propos du tricentenaire de Molé.

SOCHAUXHOUSE. — La Banque cantonale de Schaffhouse avait informé la commune socialiste de Neuhof qu'elle lui refuserait tout crédit tant qu'elle n'aurait pas élaboré un budget équilibré. Bon gré mal gré, il a fallu, pour y arriver, diminuer les traitements du personnel communal de 10 %. Les impôts communaux, qui se montent au 4 % du revenu, ne seront pas augmentés.

GRISONS. — Les chemins de fer rhétiques ont décidé de diminuer l'échéance des tarifs. D'autre part un service postal automobile sera introduit entre St. Moritz et le val Bregaglia.

FRIBOURG. — 161 actionnaires, représentant 1134 actions, assistaient vendredi à l'assemblée générale des actionnaires de la Banque commerciale de Fribourg, entrée en liquidation en novembre dernier. Le conseil d'administration a fait présenter un projet de concordat. A une très forte majorité il a été décidé de constituer une commission de 5 membres avec mandat de notamment faire rapport à une très prochaine assemblée extraordinaire des actionnaires.

NEUCHATEL. — Les journaux de La Chaux-de-Fonds annoncent que le Conseil général de cette ville a ratifié l'emprunt de 72.000 francs destiné à consolider la dette de la commune.

— Le Conseil général du Locle a ratifié un emprunt de 8 millions 600.000 francs. L'emprunt, qui avait été primitivement fixé à 2.500.000 francs, a dû être augmenté par suite de nouvelles nécessités.

VALAIS. — Le Conseil d'Etat a décidé que la participation du canton pour la fourrure du lait à prix réduit est d'un centime par litre et celle des communes d'un centime également.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

GENÈVE. — Une exposition de tout ce qui concerne le chauffage et la cuisson par l'électricité a lieu au Casino municipal (ancien Kursaal) du 4 au 19 février 1922. Les plus grandes maisons de la Suisse participent à cette exposition.

SPECTACLES CONCERTS  
CONFÉRENCES SOCIÉTÉS

Royal Biograph

Place Centrale Téléphone 29.39

Matière à 3 h. Tous les jours. Soirée à 8 h. 30  
Du vendredi 3 au Jeudi 9 février 1923

Programme extraordinaire et de gala  
Le sensationnel combat de boxe  
**CARPENTIER - COOK**  
pour le championnat d'Europe  
qui s'est disputé le 12 janvier 1922, à Londres  
(exclusivité du Royal Biograph)

LE BON SHÉRIFF

Drame du Far-West en 2 actes avec  
le sympathique RIO JIM

**2 DOLLARS S. V. P.**  
Comédie humoristique en 2 actes, série capitale.

**L'ORPHELINE**  
Le superbe ciné-roman d'aventures avec BISCHOT

MODERN-CINÉMA

Du vendredi 3 au 9 février

Semaine spéciale

**Dans la nuit**

Merveilleux film d'actualité décrivant la vie actuelle  
en Russie, interprétée par

**NORMA TALMADGE**

**L'enlèvement de Péper**

Comédie dramatique. Documentaires.

Conservatoire de Lausanne

(Institut de Musique)

Direction Ch. TROYON.

Les cours du second trimestre commenceront le  
20 février. Inscriptions les 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et  
17 février, de 11 heures à midi et de 2 h. à 4 h., au-  
près de la Direction. Les anciens élèves sont tenus à se faire enrôler. La finance semestrielle est  
payable à l'inscription. 1351

Nouveaux cours : L'harmonie tonale, par M. le  
professeur Henry Reynaud. Diction et déclamation,  
par M. le professeur A. de Beaumont. Classes de  
Clarinette. M. le professeur G. Novi.

**Académie de Danse Rösler**

Tél. 9.69 Rue Richard 3 Tél. 4278

Le cours pour gens mariés commencera mardi

14 février. 1293

les cours pour gens mariés commencent mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

chez LES DERNIERS AINOU.

Le cours pour gens mariés commence mardi

14 février. 1293

# LES DERNIERES NOUVELLES DE LA NUIT

## LETTRE DE PARIS

### L'équivoque se prolonge

Paris, le 5 février.  
Jadis MM. Tardieu et Mandel marquaient en tête de l'opposition. Aujourd'hui les rôles sont intervertis. M. Briand, dissimulé dans les coulisses, inspire le parti des mécontents. Les hostilités vont commencer.

Il ne s'agit certes pas encore d'une attaque frontale, on n'attaqua jamais de face, un nouveau ministère, surtout lorsqu'il est défendu par un homme tel que M. Poincaré. Il ne s'agit pour l'instant que de préparer le terrain et le matériel d'assaut en se dissimulant dans les brouillards d'une équivoque.

Nous avons déjà dans une précédente lettre montré que l'on essayait de camoufler M. Briand en ange de la paix et M. Poincaré en dieu de la guerre; de présenter l'un comme le plus ferme soutien, l'autre comme le pire ennemi de l'Entente cordiale.

Si nous avons insisté d'une façon particulière sur la question de l'alliance anglaise, c'est qu'elle constitue le pivot de la politique française. Mais la suspicion que l'on s'efforce de porter sur l'œuvre de M. Poincaré est d'ordre général.

Elle a pour but de discréditer le président du Conseil avant même qu'il ait eu le temps d'accomplir des actes.

Tous les moyens sont bons à qui veut nuire: injures, calomnies, insinuations insidieuses, déformation de la vérité. Depuis quinze jours les journaux dont M. Poincaré est le cauchemar les ont tous employés.

Il en est un cependant qui sort de théâtre aux conseils affectant l'objectivité et qui porte assez facilement sur le public mal averti. «M. Poincaré, disent et corolvent ces perfides personnage, a toujours critiqué M. Briand; il continue pourtant sa politique purement et simplement, sans même changer l'équipe ministérielle. Dans ces conditions, était-il bien nécessaire de provoquer une crise gouvernementale? De deux choses l'une: ou bien la politique de M. Briand était mauvaise et il fallait l'abandonner, ou bien elle était bonne et il ne convenait pas de renverser son auteur.»

C'est jouer sur les mots. De semblables raisonnements dénotent une singulière conception des affaires d'un grand pays.

Si le navire de l'Etat est toujours manœuvré par la même équipage, le capitaine n'est plus le même, et ce n'est pas un détail sans importance. S'il poursuit sa route vers le même but, il tâchera d'y parvenir par une autre voie. Mais on n'arrête pas sa course première, on ne lui imprime pas une nouvelle direction en quelques minutes. Par temps calme la manœuvre sera aisée, rapide, mais non instantanée. En pleine tempête, quelles soient l'habileté, la sûreté de main du pilote, il faut tenir compte des éléments.

Croit-on qu'il suffise à un ministère d'arriver au pouvoir pour redresser d'un coup de baguette magique les erreurs de son devancier?

M. Poincaré a recueilli et accepté avec toutes les obligations qu'elle comporte, une lourde succession. Son cabinet est grevé des hypothèques consenties par M. Briand. Il est lié par les décisions de la conférence de Cannes. Il est lié par les projets de loi déposés au cours de 1921.

Le président du Conseil s'est incliné devant tout cela, non pas parce que la politique de M. Briand était excellente, mais parce qu'il se trouvait en présence de l'inévitable.

Le gouvernement précédent avait pris vis-à-vis des alliés des engagements précis au nom de la France; à l'égard du pays, il avait, avec l'approbation de la Chambre, formulé des promesses et annoncé des réformes.

Avant de pratiquer sa propre politique, M. Poincaré devra liquider au mieux celle de son prédécesseur. Il est vrai qu'il pourra le faire en utilisant ses méthodes, et de cette façon assurer à la liquidation un tout personnel.

Mais les affaires d'une nation comme la France ne se gèrent pas comme un fonds de commerce sur la porte duquel il suffit de placer une pancarte avec l'inscription: «changement de propriétaire» pour vendre de la dentelle là où la veille on débitait des fruits.

Tout ministère qui vient est en quelque sorte prisonnier de celui qui s'en va. Il est même dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point son mandataire. Celui doit être dit au moment où l'on s'ingénie à susciter à M. Poincaré mille embarras et où l'on voudrait l'accabler sous le poids des fautes de M. Briand.

Jamais peut-être ministre ne s'est trouvé en face d'une situation aussi périlleuse et ne l'a accueillie avec plus de calme et de sang froid. Ce geste courageux et patriotique mériterait tous les suffrages et toutes les indulgences.

Mais M. Poincaré ne force pas la popularité. Il ne recherche les applaudissements de personne. Il trouve sa satisfaction dans sa conscience. Il n'aime ni le bruit, ni la réclame. Il évite les discussions tapageuses. Il s'exprime dans la silence. Il se consacre au travail. Avec lui plus de déclarations sensationnelles, plus de formules à effet.

Ce qu'il recherche, ce n'est pas les vaines satisfactions d'amour propre, c'est le seul intérêt de la France. L'Histoire lui fera justice.

Ed. G.

## La conférence de Washington

### LA FRANCE ET L'EXTREME-ORIENT

Washington, 5 février.

(P. T. S.) A la fin de la séance plénière de samedi, M. Hughes, secrétaire d'Etat, a donné lecture d'une déclaration faite par le délégué français Sarrat devant la commission pour l'Extrême-Orient. Cette déclaration dit que la France est heureuse de pouvoir prendre note de l'assurance du Japon qu'il respectera la souveraineté de la Russie. La France tient fermé à l'amitié de la Russie et a confiance dans son avenir. M. Hughes a demandé ensuite si quelqu'un désirait faire une déclaration quelconque, sur quoi M. Balfour s'est levé et a remercié chaleureusement la délégation américaine grâce à laquelle il a été possible de résoudre le problème chinois si compliqué.

Nous avons déjà dans une précédente lettre montré que l'on essayait de camoufler M. Briand en ange de la paix et M. Poincaré en dieu de la guerre; de présenter l'un comme le plus ferme soutien, l'autre comme le pire ennemi de l'Entente cordiale.

Si nous avons insisté d'une façon particulière sur la question de l'alliance anglaise, c'est qu'elle constitue le pivot de la politique française. Mais la suspicion que l'on s'efforce de porter sur l'œuvre de M. Poincaré est d'ordre général.

Elle a pour but de discréditer le président du Conseil avant même qu'il ait eu le temps d'accomplir des actes.

Tous les moyens sont bons à qui veut nuire: injures, calomnies, insinuations insidieuses, déformation de la vérité. Depuis quinze jours les journaux dont M. Poincaré est le cauchemar les ont tous employés.

Il en est un cependant qui sort de théâtre aux conseils affectant l'objectivité et qui porte assez facilement sur le public mal averti. «M. Poincaré, disent et corolvent ces perfides personnage, a toujours critiqué M. Briand; il continue pourtant sa politique purement et simplement, sans même changer l'équipe ministérielle. Dans ces conditions, était-il bien nécessaire de provoquer une crise gouvernementale? De deux choses l'une: ou bien la politique de M. Briand était mauvaise et il fallait l'abandonner, ou bien elle était bonne et il ne convenait pas de renverser son auteur.»

C'est jouer sur les mots. De semblables raisonnements dénotent une singulière conception des affaires d'un grand pays.

Si le navire de l'Etat est toujours manœuvré par la même équipage, le capitaine n'est plus le même, et ce n'est pas un détail sans importance. S'il poursuit sa route vers le même but, il tâchera d'y parvenir par une autre voie. Mais on n'arrête pas sa course première, on ne lui imprime pas une nouvelle direction en quelques minutes. Par temps calme la manœuvre sera aisée, rapide, mais non instantanée. En pleine tempête, quelles soient l'habileté, la sûreté de main du pilote, il faut tenir compte des éléments.

Croit-on qu'il suffise à un ministère d'arriver au pouvoir pour redresser d'un coup de baguette magique les erreurs de son devancier?

M. Poincaré a recueilli et accepté avec toutes les obligations qu'elle comporte, une lourde succession. Son cabinet est grevé des hypothèques consenties par M. Briand. Il est lié par les décisions de la conférence de Cannes. Il est lié par les projets de loi déposés au cours de 1921.

Le président du Conseil s'est incliné devant tout cela, non pas parce que la politique de M. Briand était excellente, mais parce qu'il se trouvait en présence de l'inévitable.

Le gouvernement précédent avait pris vis-à-vis des alliés des engagements précis au nom de la France; à l'égard du pays, il avait, avec l'approbation de la Chambre, formulé des promesses et annoncé des réformes.

Avant de pratiquer sa propre politique, M. Poincaré devra liquider au mieux celle de son prédécesseur. Il est vrai qu'il pourra le faire en utilisant ses méthodes, et de cette façon assurer à la liquidation un tout personnel.

Mais les affaires d'une nation comme la France ne se gèrent pas comme un fonds de commerce sur la porte duquel il suffit de placer une pancarte avec l'inscription: «changement de propriétaire» pour vendre de la dentelle là où la veille on débitait des fruits.

Tout ministère qui vient est en quelque sorte prisonnier de celui qui s'en va. Il est même dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point son mandataire. Celui doit être dit au moment où l'on s'ingénie à susciter à M. Poincaré mille embarras et où l'on voudrait l'accabler sous le poids des fautes de M. Briand.

Jamais peut-être ministre ne s'est trouvé en face d'une situation aussi périlleuse et ne l'a accueillie avec plus de calme et de sang froid. Ce geste courageux et patriotique mériterait tous les suffrages et toutes les indulgences.

Mais M. Poincaré ne force pas la popularité. Il ne recherche les applaudissements de personne. Il trouve sa satisfaction dans sa conscience. Il n'aime ni le bruit, ni la réclame. Il évite les discussions tapageuses. Il s'exprime dans le silence. Il se consacre au travail. Avec lui plus de déclarations sensationnelles, plus de formules à effet.

Ce qu'il recherche, ce n'est pas les vaines satisfactions d'amour propre, c'est le seul intérêt de la France. L'Histoire lui fera justice.

Ed. G.

Le Conclave

### TOURS DE SCRUTINS NÉGATIFS

Rome, 5 février.

(P. T. S.) La fumée noire qui s'est élevée de la cheminée du conclave dimanche matin et dimanche après-midi a indiqué que les 5me et 6me tours de scrutin sont négatifs.

FUMÉE NOIRE ENCORE

Rome, 5 février.

Dimanche après-midi une foule considérable s'est réunie sur la place St-Pierre pour voir s'élèver la stumata. On la vit s'élèver à 7 heures; elle était de couleur sombre.

Le Comité central de la Fédération des manœuvres a selon les journaux décidé samedi en réponse à la propagande faite en faveur de la grève par les éléments extrémistes de fermer en cas de déclenchement d'une grève générale à Berlin les entreprises occupées des manœuvres y compris celles des denrées alimentaires.

La grève des cheminots a aggravé la crise du ravitaillement en charbon de la ville de Berlin qui, préalablement à la grève, était déjà sérieuse. Un grand nombre de stations sont sans éclairage. Toutes les lignes partant de Berlin ont pu assurer une partie de leur service grâce aux volontaires.

Le Comité central de la Fédération des manœuvres a selon les journaux décidé samedi en réponse à la propagande faite en faveur de la grève par les éléments extrémistes de fermer en cas de déclenchement d'une grève générale à Berlin les entreprises occupées des manœuvres y compris celles des denrées alimentaires.

La mort d'un héros

Bismarckstein, 5 février.

M. Dewet, le fameux général boer héros de la guerre du Transvaal, est décédé.

Un méchant maniaque qui opère aux heures où les magasins sont le plus fréquentés, entre le boulevard Hausmann et la Chaussée d'Antin, à Paris, fait chaque jour des dégâts irréparables en projetant, probablement à l'aide d'une seringue, un liquide corrosif sur les pelisses et manneaux des passants.

## SÉPARATISME BAVAROIS

De deux sources politiques opposées, par des révélations de l'écrivain national allemand Auguste Abel et par des témoignages apportés au Vorwaerts, se confirmant les bruits qui circulent depuis l'automne dernier de tractations engagées entre les chefs bavarois de l'Einhöherwehr, le Dr Pittinger et le fondateur Escherich d'une part et, d'autre part, l'ex-prince royal Rupprecht en vue de détruire la Bavière et de la Forêt-Noire sont annoncées une température de 17, 18 et 20 degrés au-dessous de zéro. En même temps on annonce de fortes chutes de neige.

Samedi de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines à déblayer la neige.

Samedis de fortes chutes de neige sont signalées sur le versant sud de la ligne du Lichtenberg. La couche atteint un mètre et plus entre Brigue et Goppenstein. Il a fallu faire circuler les machines